Grèce : Le virage répressif du gouvernement Syriza

Le 09-10-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Nous publions l'article de Stathis Kouvélakis et Costas Lapavitsas, mis en ligne le 6 octobre 2018 sur le site Jacobin (en anglais). Cet article confirme les analyses du Pardem publiées sur notre site depuis de nombreux mois. Stathis Kouvelakis enseigne la théorie politique au King's College de Londres. Il a fait partie du comité central de Syriza. Costas Lapavitsas est professeur d'économie à la School of Oriental and African Studies (SOAS) et ancien membre du Parlement grec.

Le Pardem

Le 9 octobre 2018



Certains dans les rangs de la gauche européenne persistent à croire que la situation en Grèce va en s'améliorant, et que le gouvernement Syriza reste une force de gauche qui protège les intérêts des travailleurs et des défavorisés, dans des conditions très difficiles. Parmi eux, Iñigo Errejon, l'un des principaux dirigeants de Podemos, qui a déclaré dans un récent entretien que « compte tenu de ces contraintes, le bilan [de Tsipras] est plutôt satisfaisant ». Pour ceux qui partagent ce point de vue, le tour que prennent les événements apparaîtra comme une mauvaise surprise.

La réalité est que, depuis leur capitulation en juillet 2015 à la Troïka des créanciers de la Grèce (UE, Banque centrale européenne, FMI), Tsipras et son gouvernement ont appliqué de façon inflexible les mêmes politiques néolibérales de choc que tous les gouvernements grecs qui se sont succédé depuis 2010, date du premier Mémorandum signé avec la Troïka. Le gouvernement Syriza a ainsi procédé à une réduction drastique des dépenses publiques, à la poursuite de la déréglementation et à une vague sans précédent de privatisations. Les salaires stagnent au niveau atteint après plusieurs années de chute brutale (-30% en moyenne), les retraites et des aides sociales de nouveau amputées. L'investissement public (et privé) s'est effondré, tandis que les impôts indirects et directs ont atteint des niveaux sans précédent, frappant impitoyablement les ménages à revenus faibles et moyens.

La seule différence avec les prédécesseurs est que Tsipras et son parti ont été élus en janvier 2015 précisément dans le but de renverser ces politiques. Leur revirement de l'été 2015 – survenu quelques jours seulement après un référendum au cours duquel 61% des électeurs ont rejeté l'imposition d'un plan d'austérité – fût un choc traumatique pour la société grecque. Au cours des trois années qui ont suivi, le cynisme de Syriza a entraîné une profonde démoralisation qui imprègne tous les domaines de la vie publique. La passivité et le découragement ont été les principaux facteurs qui ont permis la mise en œuvre de nouvelles mesures d'austérité sans rencontrer d'opposition majeure.

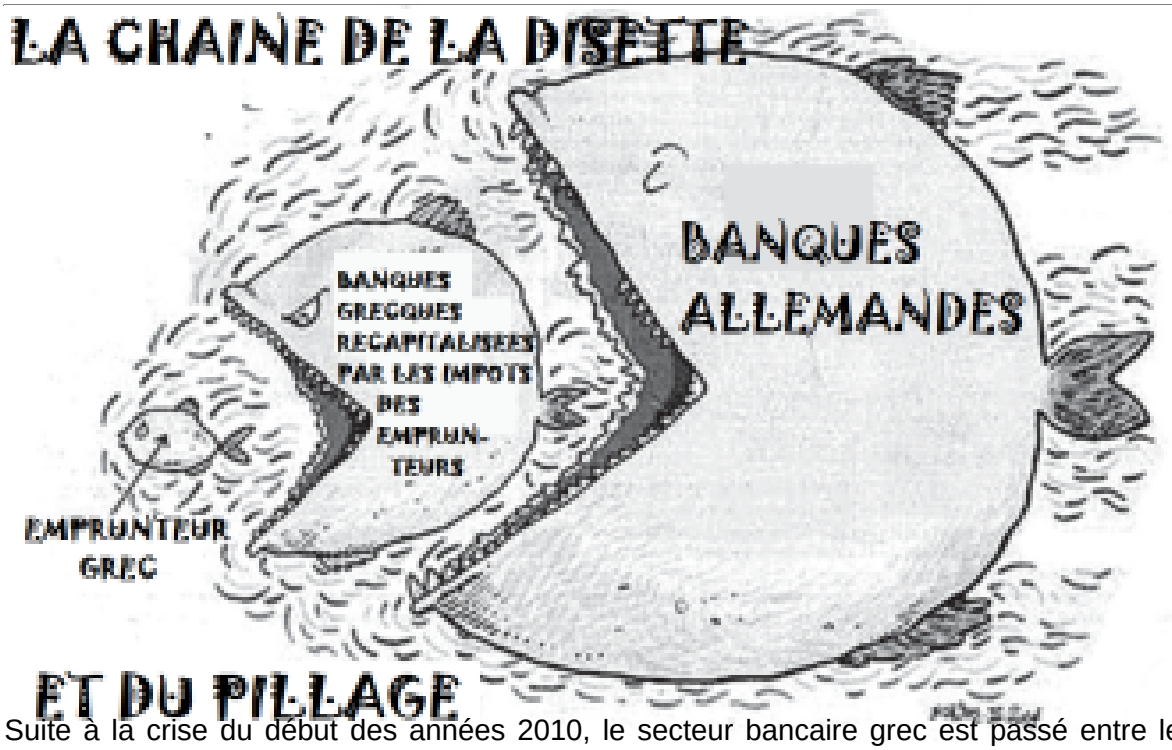
Tsipras a de la sorte rendu d'excellents services à la Troïka, qui lui valent de chaleureux compliments de la part des Moscovici, Juncker et de leurs semblables. Mais la poursuite de telles politiques, qui écrasent la majorité de la population, est impossible sans recourir à la répression et à la mise en place d'un cadre coercitif. Les coupes dans les services publics, les baisses de pensions et dépenses sociales, les augmentations d'impôts et la surexploitation des salariés ne peuvent s'appliquer sans mettre au pas les oppositions et intimider celles et ceux qui refusent de se soumettre.

L'expérience de l'Europe occidentale, des États-Unis et de plusieurs autres pays au cours des quatre dernières décennies confirme amplement ce constat. De 2010 à 2015, lorsque les gouvernements successifs du PASOK et de la droite mettaient en œuvre les plans d'austérité, la Grèce a connu une avalanche de mesures répressives. Lentement, sûrement – et inexorablement – le gouvernement d'Alexis Tsipras s'est engagé dans la même voie.

Ce qui a accéléré cette évolution au cours des derniers mois renvoie aux difficultés auxquelles sont confrontées les banques grecques. Si le slogan « aucune maison entre les mains des banques » était naguère scandé dans les meetings de Syriza, c'est désormais un gouvernement Syriza qui réprime celles et ceux qui tentent d'empêcher les ventes aux enchères des logements.

Serrer les vis

Pour comprendre l'importance politique croissante de la lutte contre les saisies immobilières, il faut se pencher sur la situation critique des banques et ses répercussions sur le gouvernement et la société grecque. Car c'est justement pour éviter un nouveau cycle de déstabilisation des banques que le gouvernement recourt à des méthodes de plus en plus répressives.



Suite à la crise du début des années 2010, le secteur bancaire grec est passé entre les mains de quatre banques dites « systémiques », qui contrôlent plus de 90% des dépôts et des actifs. Pour éviter leur propre faillite et se prémunir d'une éventuelle nationalisation, ces banques sont devenues les plus fervents défenseurs des plans d'austérité. Elles ont utilisé leur énorme pouvoir économique et social pour contraindre les gouvernements grecs successifs, y compris celui de Syriza, à se conformer aux exigences de la Troïka.

Depuis 2010, deux recapitalisations majeures des banques ont été engagées, la dernière sous un gouvernement Syriza. Le coût total a dépassé les 45 milliards d'euros. Il a été entièrement financé par des emprunts publics, remboursés par les contribuables grecs. Pourtant, en dépit de ce monstrueux fardeau imposé à la population, les banques grecques détiennent actuellement le record européen des « créances douteuses » et ont de fait cessé de soutenir l'activité économique. Les dites créances comprennent des « prêts non performants » (NPL), qui enregistrent un retard de remboursement de plus de 90 jours, mais aussi des « fonds non performants » (NPE), une catégorie plus large qui inclut les prêts dont on pense qu'ils ne seront pas intégralement remboursés, même si aucun retard formel n'a été enregistré.

La réduction de l'exposition des banques grecques aux NPE et aux NPL est depuis des années une priorité absolue pour la Banque centrale européenne. Depuis 2016, le gouvernement Tsipras a docilement obéi à ses injonctions en facilitant une vague de saisies de propriétés, y compris de logements principaux, ainsi que la vente à des fonds vautours de « packages » de créances douteuses à des prix bradés. Les ventes aux enchères de logements sont à cet égard à cet égard d'une importance stratégique.

L'incapacité des banques à résoudre ce problème n'a rien de surprenant, elle découle du dispositif mis en place par le gouvernement de Tsipras. En résumé, les banques grecques devaient progressivement assainir leurs bilans du poids des créances douteuses par le biais de ventes aux enchères et de pratiques de recouvrement des prêts plus rigoureuses. Ce processus prendra certainement plusieurs années. Dans le même temps, les banques étaient censées soutenir l'activité économique en fournissant de nouveaux crédits. Toutefois, comme c'était entièrement prévisible, les banques ont eu tendance à réduire l'octroi de nouveaux prêts tout en essayant d'épurer leur bilan des créances douteuses. Cette limitation drastique du crédit a en fait compromis la reprise, aggravant le problème des créances irrécouvrables pour l'économie. La baisse globale du crédit signifie également que les créances douteuses représentent un ratio plus élevé du total. Il s'agit d'un exemple parfait de l'absurdité des plans de « sauvetage » mis en œuvre par le gouvernement Syriza.

L'échec des banques grecques à réduire le poids des « créances douteuses » a entraîné un effondrement de la valeur de leurs actions à la bourse d'Athènes depuis le début de l'été 2018, effondrement qui s'est accéléré au cours du dernier mois. En réalité, l'ensemble du secteur bancaire grec a été considérablement dévalué depuis la signature du plan de « sauvetage » de Tsipras. Des rumeurs circulent sur la nécessité d'une nouvelle recapitalisation, ou de formes de prise en charge des créances douteuses par l'État. Si une telle perspective se concrétisait, ce serait un désastre complet pour le gouvernement, qui doit faire face à de

multiples échéances électorales en 2019.
L'accélération du programme de liquidation des créances douteuses est ainsi devenue l'une des priorités de la Troïka et de leurs dociles serviteurs dans l'actuel gouvernement. Comme le problème semble être plus aigu pour les crédits immobiliers et les crédits à la consommation, des objectifs extrêmement ambitieux, et sans doute irréalistes, ont été fixés en matière de saisies et de vente aux enchères : 8 à 10 000 logements pour 2018, chiffre porté à 50 000 pour 2019.

Cibler les actions de protestation

Depuis la capitulation de l'été 2015, la question des saisies et des ventes aux enchères est devenue l'un des problèmes les plus épineux pour Tsipras et son parti. L'accélération du processus sous la pression des banques et de la Troïka a conduit à un affrontement majeur entre le gouvernement et un mouvement dynamique qui s'oppose aux ventes aux saisies et aux ventes enchères de logement. Ce mouvement a pris un nouvel élan après la relance des ventes aux enchères à l'automne 2016. La mobilisation continue de groupes d'activistes déterminés dans les salles d'audience des tribunaux a réussi à annuler des centaines de ventes, ce qui a considérablement ralenti l'ensemble des procédures. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles les banques n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs.
La réaction du gouvernement, obtempérant aux instructions de la Troïka, a consisté à transférer à partir l'été 2017 la procédure de vente aux enchères vers une plate-forme électronique, activée par des notaires à l'intérieur de leur cabinet, plutôt que d'organiser les ventes dans les tribunaux. Cela a certainement rendu les actions de protestation plus difficiles à organiser. De plus, de nouvelles dispositions législatives, votées en décembre 2017, ont créé un délit spécifique qui prévoit des peines d'emprisonnement de trois à six mois pour celles et ceux qui tentent d'entraver le processus de vente aux enchères. Les actions se sont toutefois poursuivies, même si leur ampleur en a été affectée, empêchant de nombreuses ventes aux enchères et rendant les notaires moins enclins à prêter leur concours.
Au cours de cette période, les affrontements avec la police devant les bureaux des notaires se sont multipliés. Des militants filmés et identifiés pendant les actions ont été systématiquement inculpés. Depuis le début de l'année, des dizaines de militants à travers le pays font face à des poursuites judiciaires. Parmi eux, citons Elias Milios, conseiller municipal d'Ambelokipi-Menemeni, dans la région de Thessalonique, et militant d'Antarsya, la coalition d'organisation d'extrême-gauche. Dans la petite ville de Volos, pas moins de 20 militants sont le coup de poursuite, de même que 15 autres à Argos et Nauplie. Le procès de trois militants anti-saisies a débuté à Athènes le 21 septembre.
Les poursuites à l'encontre des activistes anti-saisies ne sont que l'exemple le plus patent des pratiques autoritaires dont fait preuve le gouvernement de Tsipras. La répression a également touché les militants mobilisés contre le projet minier d'exploitation à ciel ouvert par le géant canadien Eldorado Gold à Skouries, dans le nord de la Grèce. Plus généralement, le gouvernement a eu recours à la force pour réprimer les manifestations contre sa politique, en particulier lorsqu'elles paraissent susceptibles de s'étendre. L'utilisation de la police anti-émeute contre les retraités n'en est que l'exemple le plus flagrant. Une tendance de fond a commencé ainsi à se dessiner : pour faire face aux réactions que suscite sa politique, le gouvernement s'appuie sur les mécanismes répressifs de «l'État profond».



Les poursuites à l'encontre de Panagiotis Lafazanis

Un seuil symbolique dans cette escalade répressive a été franchi le 26 septembre, quand Panagiotis Lafazanis, une figure respectée de la gauche radicale, a reçu une convocation pour répondre à des accusations concernant sa participation à des actions de protestation hebdomadaires contre les saisies et les ventes aux enchères. Lafazanis était ministre de l'énergie au sein du premier gouvernement Syriza (janvier à juillet 2015) et la figure de proue de la « Plateforme de gauche», qui regroupait à l'époque la majeure partie de l'aile gauche de Syriza. Il est maintenant secrétaire national d'Unité Populaire, un front politique créé l'été 2015, principalement par les forces de la Plateforme de gauche, qui ont quitté Syriza et ont été rejointes par d'autres organisations de la gauche radicale.

C'est la première fois depuis la chute de la dictature (1974) – au cours de laquelle Lafazanis a été persécuté pour ses activités clandestines au sein du mouvement étudiant et de l'organisation de jeunesse du parti communiste – qu'un dirigeant d'un parti de gauche fait l'objet de poursuites pour son activité politique. Les chefs d'accusation à son encontre concernent des infractions présumées à pas moins de 15 articles du code pénal, sanctionnées par des peines de prison pouvant aller jusqu'à deux ans. S'il est reconnu coupable de toutes les accusations, la peine pourrait aller jusqu'à neuf ans.

Ce qui est également remarquable, c'est que la procédure émane non du procureur mais du « Département pour la protection de l'État et du régime démocratique », une branche spéciale des services de sécurité censée investiguer les activités liées au terrorisme et qui menacent la démocratie. Ce département a été créé en 2000, par les gouvernements « modernistes » du PASOK, alors que la Grèce s'apprêtait à rejoindre l'Union monétaire. Il a été modernisé en 2011, suite à la mise en place des plans d'austérité, et transformé en service de surveillance des actions de protestation. Des dispositions législatives adoptées en février sous l'impulsion du gouvernement Syriza ont encore élargi son éventail d'activités. Il est à noter que, depuis sa création, le département n'a développé aucune activité à l'encontre des néonazis d'Aube Dorée, ni d'aucune autre organisation d'extrême droite ou terroriste.

Lafazanis n'est pas le seul militant à être ciblé par les services de sécurité. Quatre autres activistes, parmi lesquels un membre d'Unité Populaires et deux personnalités connues du réseau « Je ne paie pas », Leonidas et Elias Papadopoulos, ont également été convoqués pour répondre à une longue liste de chefs

d’accusation. La nature des pièces incluses dans son dossier ont permis de mettre en lumière le fait que Lafazanis était sous surveillance depuis des mois par une équipe de policiers déguisés en journalistes filmant des actions devant les bureaux de notaires. Ce matériel a été complété par des photos et des vidéos que les services de sécurité ont demandé aux chaînes de télévision. Des publications Facebook ont également été utilisées pour identifier ces militants lors de diverses actions de protestation.

Quelles suites ?

La vague de poursuites judiciaires, et en particulier celles visant Lafazanis, a forcé les médias grecs à parler de la répression. Elle a également provoqué certaines réactions dans les milieux politiques, notamment une question au parlement adressée au ministre de la Justice par 43 députés de Syriza. Cependant, la position officielle du gouvernement est que cette question relève entièrement du pouvoir judiciaire et de la police et qu’il n’est en rien concerné.

Il n’en reste pas moins que l’initiative des poursuites n’a pas été prise par la justice mais par un service appartenant à l’« État profond », à savoir le « Département de la protection de l’État et du régime démocratique ». Or ce département est placé sous l’autorité du ministre de l’ordre public. Il existe donc une implication et une complicité de la part du gouvernement, qui renvoie aux mesures prévues par le troisième Mémorandum signé en juillet 2015 et à la crise actuelle des banques grecques.

La mise en œuvre des plans d’austérité et des politiques néolibérales exige la répression et le gouvernement Syriza ne saurait faire exception à cette règle. La démocratie en Grèce est déjà en lambeaux et la situation risque de s’aggraver dans les mois à venir. A l’approche des élections, les problèmes des banques vont sans doute occuper une place centrale. Le désastre économique et social causé par la capitulation de Tsipras est devenu évident pour de larges couches de l’électorat et le dégoût se généralise dans la population. Un gouvernement qui a déjà vendu son âme en se faisant l’exécutant de la Troïka n’hésitera pas à faire monter d’un cran la répression à l’encontre de toutes celles et tous ceux qui s’opposent à sa politique. La solidarité internationale est indispensable pour mettre fin à cette évolution extrêmement préoccupante de la situation en Grèce. C’est une question de défense de la démocratie.

Stathis Kouvélakis et Costas Lapavitsas

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire